



Mars 2015

Synthèses n° 2015/261

En 2014, la baisse des prix à la production des produits animaux n'est que partiellement compensée par la baisse des prix de l'alimentation animale

En 2014, les cours des matières premières ont reculé, entraînant une baisse du prix d'achat de l'alimentation animale. Cette baisse du coût de l'aliment n'a pas été suffisante pour améliorer la rentabilité des élevages, le recul des prix à la production des animaux d'élevage ayant été marqué par rapport à 2013. Seul le rapport prix du lait de vache sur coût de l'aliment pour vaches laitières a été globalement favorable en 2014 mais il s'est dégradé au fil des mois. L'alimentation animale constitue une part de plus en plus importante des coûts de production des élevages de bovins, de porcins et de volailles. Les cours des matières premières agricoles utilisées pour nourrir les animaux (céréales, oléo-protéagineux...) ont toujours enregistré de fortes variations, à la baisse comme à la hausse. Depuis la flambée du cours des matières premières en 2007, leur volatilité s'est encore accrue en lien avec une demande mondiale croissante et une offre variable selon les campagnes.

L'alimentation animale constitue une part de plus en plus importante des coûts de production des élevages de bovins, porcins et volailles

Parmi les différentes charges d'exploitation, l'alimentation des animaux occupe une place plus ou moins grande selon le type d'élevage. D'après les résultats du réseau d'information comptable

agricole (Rica), exploités par le SSP, la valeur de l'alimentation animale par rapport à la valeur du produit brut des exploitations spécialisées a sensiblement progressé entre 2005 et 2013. Elle est passée de 50 à 60 % pour les élevages de porcs et de 60 à 70 % pour les élevages de poulet de chair. Bien qu'également orientée à la hausse, cette part est nettement moins impor-

tante dans les élevages spécialisés de bovins, 25 % pour les bovins lait et 23 % pour les bovins viande en 2013. Par conséquent, en cas de hausse du prix des aliments, les élevages porcins sont plus fragilisés que les élevages bovins, les achats d'aliments représentant plus de la moitié de la valeur du porc en sortie d'élevage contre moins d'un quart de la valeur des bovins de boucherie.

Les charges d'alimentation ont augmenté depuis 2005 dans les différentes exploitations

Unité : %

	Part des charges alimentation dans la valeur du produit brut des exploitations spécialisées								
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Porcs	50,0	47,5	62,6	64,2	55,9	55,1	58,7	59,0	60,5
Poulets de chair	60,1	58,9	53,9	66,2	64,2	64,3	66,3	70,2	70,2
Lait de vache	18,2	19,3	19,9	22,4	22,9	21,2	22,8	25,0	24,7
Bovins gras	18,5	18,6	23,4	23,4	23,5	24,0	23,7	22,9	23,2

Source : Rica - Traitement SSP sur les exploitations spécialisées (cf. sources, définitions et méthodes)

De 2005 à 2014, la volatilité des cours des matières premières s'est accrue

Sur la dernière décennie, le cours des matières premières agricoles a augmenté et a été plus volatil. La faible croissance tendancielle de la production céréalière, notamment des principaux pays exportateurs, a difficilement suivi l'augmentation de la demande mondiale, soutenue par le croît de la population. De plus, cette situation s'est accompagnée, certaines années, de productions conjoncturellement plus faibles, à la suite d'accidents climatiques.

Ainsi, au 3^e trimestre 2007, le cours des céréales s'était envolé (+ 75 % pour le blé fourrager entre juin et septembre 2007, + 55 % pour le maïs sur la même période) en raison de la faiblesse de la récolte céréalière européenne et mondiale. Dans l'Union européenne à 27, la canicule et les conditions sèches dans le Sud-Est ainsi que les pluies abondantes dans le Nord avaient affecté les rendements et la qualité des récoltes. De même, le bilan mondial particulièrement tendu pour le soja sur la campagne 2011/2012 avait fortement tiré les cours vers le haut, notamment pour les tourteaux. Sur les huit premiers mois de

l'année 2012, le cours du tourteau de soja départ Montoir avait quasiment doublé et atteint 540 €/t en août 2012.

Les cours des matières premières ont reculé en 2014...

En 2014, le cours moyen des matières premières agricoles utilisées pour nourrir les animaux a été globalement orienté à la baisse par rapport à 2013, particulièrement pour les céréales (- 20 % pour le blé fourrager et le maïs en moyenne sur l'année, - 5 % pour le tourteau de soja). L'indice Ipa, indice des prix des matières premières qui entrent dans l'alimentation animale, a diminué de 13 % en moyenne en 2014 par rapport à 2013. Sur la période allant de mars à octobre 2014, l'Ipa a baissé de près de 25 %, avant de remonter au dernier trimestre, malgré les récoltes abondantes de céréales et d'oléagineux au niveau mondial. La dépréciation de l'euro par rapport au dollar a notamment soutenu les cours exprimés en euros.

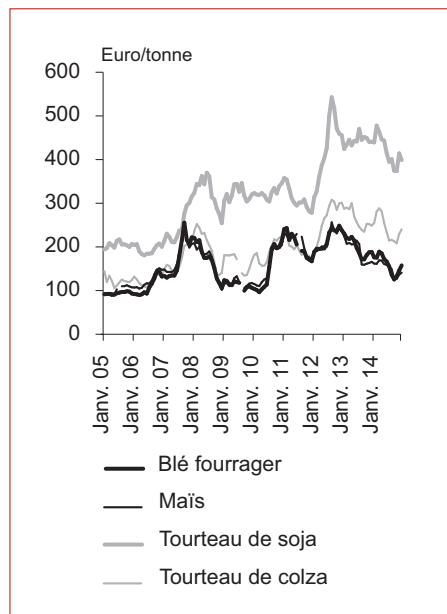
... entraînant une baisse des prix d'achat de l'alimentation animale

Les prix d'achat par les éleveurs des aliments auprès des fabricants industriels répercutent les évolutions des

cours des matières premières mais avec retard et dans des proportions moins fortes. En particulier, les prix des aliments composés répercutent les variations des cours des matières premières, avec un retard de quelques mois et en les amortissant sensiblement, en raison des délais de stockage et des durées de contractualisation, les achats de matières premières utilisées dans les aliments composés ne se faisant pas au jour le jour. Ainsi, les cours des matières premières ont fortement progressé au 1^{er} semestre 2012, avant de se retourner à la fin de l'été 2012 pour s'orienter sensiblement à la baisse, malgré une reprise fin 2013 et fin 2014. Dans le même temps, le prix des aliments composés a progressé jusqu'à la fin de l'année 2012 ; il diminue depuis, mais dans des proportions moindres que celui des matières premières. En moyenne sur l'année, le prix d'achat des aliments composés s'est rétracté de 8 % en 2014 par rapport à 2013.

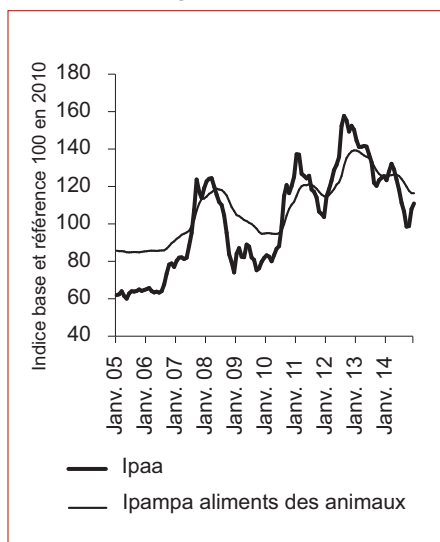
L'amplitude des fluctuations à la hausse comme à la baisse varie selon les filières et la composition des aliments composés. En 2014, la baisse est nettement plus marquée pour les porcins (- 12 % en moyenne sur l'année par rapport à 2013) que pour les

Le cours des matières premières a rebondi au dernier trimestre 2014



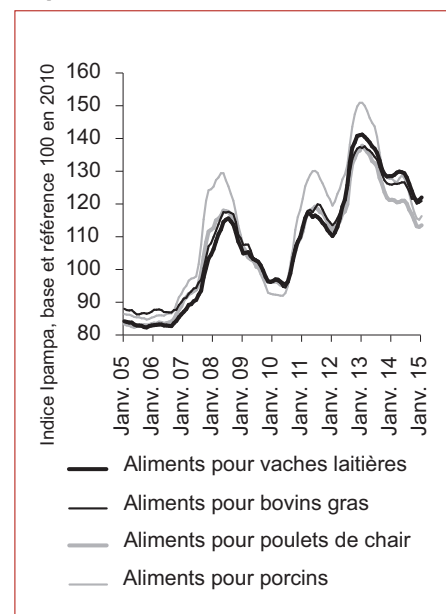
Sources : La Dépêche, Le Petit Meunier

Le prix d'achat des aliments d'animaux suit en les amortissant les fluctuations des cours des matières premières



Sources : Agreste et Insee - Ipampa (Indice de prix des achats de moyens de production agricoles), base et référence 100 en 2010, La Dépêche - Le Petit Meunier - Ipa (Indice des prix des matières premières entrant dans l'alimentation animale), référence 100 en 2010

Après avoir marqué une pause au 1^{er} semestre 2014, le prix d'achat des aliments d'animaux est orienté à la baisse depuis le début de l'été



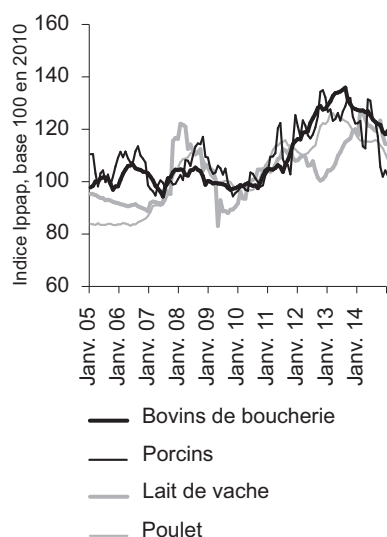
Sources : Insee, Agreste

vaches laitières (- 6 %) ou les bovins à l'engrais (- 7 %). Cela s'explique notamment par un apport plus important d'aliments riches en énergie pour les porcins par rapport aux bovins tels que les céréales, dont les cours ont plus fortement reculé que ceux des aliments riches en protéines, comme les tourteaux.

Les prix à la production des produits animaux sont également orientés à la baisse en 2014

Entre 2010 à 2013, le prix moyen à la production des différents produits d'élevage s'est sensiblement apprécié : + 23 % pour les poulets de chair, + 26 % pour les porcins, + 32 % pour les bovins de boucherie et + 13 % pour le lait de vache. En 2014, le prix de ces produits est orienté à la baisse. En moyenne sur l'année, les prix ont diminué en 2014 par rapport à 2013, de 6 % pour les bovins de boucherie, de 7 % pour le poulet et de 8 % pour les porcins. Quant au prix du lait de vache, il est resté au-dessus de son prix de 2013 (+ 7 %).

Le prix des produits d'élevage est orienté à la baisse en 2014



Note : les indices Ippap pour les bovins de boucherie, porcins et lait de vache sont corrigés des variations saisonnières (CVS). Seul l'Ippap poulet est brut et non CVS, la saisonnalité étant négligeable.

Sources : Insee, Agreste

Le prix de compensation du coût de l'alimentation animale

Calcul et interprétation

Le prix de compensation du coût de l'alimentation animale est égal au prix à la production qui, compte tenu de la part des achats d'aliment dans la valeur de la production animale en sortie d'élevage, compense la variation du prix de l'aliment par rapport à l'année précédente, toutes charges égales par ailleurs.

Autrement dit, sous l'hypothèse que les autres charges d'exploitation n'ont pas évolué au cours de cette période, le prix de compensation du coût de l'alimentation animale correspond au prix nécessaire pour que la marge (prix de la production animale concernée - coût de cette production animale) reste inchangée malgré la variation du coût de l'aliment.

Pour le calculer, on cherche à déterminer la variation sur un an du prix du produit animal fini qui compense la variation du prix de l'aliment. Elle est calculée comme la variation du coût de l'aliment sur un an (entre le mois m de l'année $n - 1$ et le mois m de l'année n) multipliée par la part que représente le coût de l'aliment en $n - 1$.

Exemple du porc en août 2014 :

- le prix de l'aliment pour les porcins, mesuré par l'Ipampa, a diminué de 9 % en août 2014 par rapport à août 2013. Sous l'hypothèse que les autres charges d'exploitation n'ont pas évolué au cours de cette période, le prix du porc n'aurait dû diminuer que de 6 % pour que la marge (prix du porc - coût de production du porc) observée en août 2013 reste la même en août 2014.

- détails du calcul :

- l'Ipampa aliments pour porcins est égal à 135,7 en août 2013 et 123,1 en août 2014.

- ($123,1/135,7$) - 1 = - 0,093, soit une baisse de 9 % environ du prix de l'aliment porcins, mesuré par l'Ipampa, en août 2014, comparé à août 2013.

- la part des achats d'aliment dans la valeur de la production porcine en sortie d'élevage, mesurée à partir des données du Rica, est évaluée à 60,5 % en 2013.

- la variation du prix du porc qui permettrait, sous l'hypothèse que les autres charges n'aient pas évolué, de conserver la même marge qu'en août 2013, étant donné la baisse de 9 % du coût de l'aliment, est donc égale à :

- 0,093 x 60,5/100 = - 0,056, soit une baisse de 6 % environ.

À noter que le calcul et l'interprétation de ce prix de compensation du coût de l'alimentation animale reposent sur l'hypothèse suivante : le volume des aliments achetés pour produire 1 kg de porc, de poulet, de bœuf ou 1 litre de lait ne varie pas ou très peu d'une année sur l'autre.

Limites et extensions

Les limites sont liées aux hypothèses qui sont faites, notamment la stabilité du rapport volume produit sur le volume d'aliments achetés. Pour la production de poulet de chair, cela ne pose pas de problème puisque le volume des aliments achetés est relativement stable d'une année sur l'autre, l'alimentation étant constituée quasi intégralement d'aliments concentrés achetés auprès des industriels. Cette hypothèse se vérifie moins pour les autres filières. Pour la production porcine, même si l'alimentation est aussi composée uniquement d'aliments concentrés et si les indices de consommation varient peu d'une année sur l'autre, les éleveurs porcins ont tendance à utiliser plus ou moins de matières produites sur l'exploitation pour l'alimentation de leurs animaux en cas d'évolution marquée du cours des matières premières. Quant à la production bovine, la consommation d'aliment acheté et en particulier de concentrés est fortement réduite en cas de bonne année fourragère, et inversement.

Ce calcul de prix de compensation des coûts peut être étendu aux autres charges d'exploitations des filières d'élevage, notamment pour les postes énergie ou engrais dont les prix sont également très volatils, ainsi qu'aux autres filières agricoles.

Au 2nd semestre 2014, la baisse du coût de l'aliment ne suffit pas à compenser le recul du prix à la production du porc

Au 1^{er} semestre 2014, malgré l'embargo sanitaire russe prononcé dès la fin du mois de janvier, le prix à la production du porc s'est situé globalement au-dessus du prix théorique de compensation du coût de l'aliment. En janvier 2014, le prix du porc a diminué sur la lancée de la fin d'année 2013. En février et en mars, le prix du porc a reculé plus sensiblement, avant de se reprendre en avril puis en mai soutenu par la forte consommation domestique favorisée par la grande douceur du printemps. À partir de juin, il est reparti à la baisse puis le recul s'est accéléré en août, le prix du porc décrochant en dessous du prix de compensation du coût de l'aliment à partir de ce mois. Sur la fin d'année, les conditions de production ont été encore moins favorables. De septembre à décembre 2014, le prix du porc à la production a diminué de 15 à 20 % par rapport à 2013 selon les mois quand dans le même temps la baisse du prix de compensation du coût de l'aliment a été estimée entre 5 et 6 %. La baisse du coût de l'aliment n'aura donc que partiellement compensé la chute des cours du porc provoqué par la saturation du marché européen de la viande porcine au 2nd semestre 2014. L'offre européenne, abondante à cette période, a trouvé moins de débouché à l'export que d'habitude, la forte demande asiatique n'ayant que partiellement compensé la fermeture du marché russe pour les viandes européennes (*En 2014, la forte demande asiatique en viande porcine européenne a amorti la baisse des ventes vers la Russie, Animaux de boucherie, n° 2015/258, janvier 2015*).

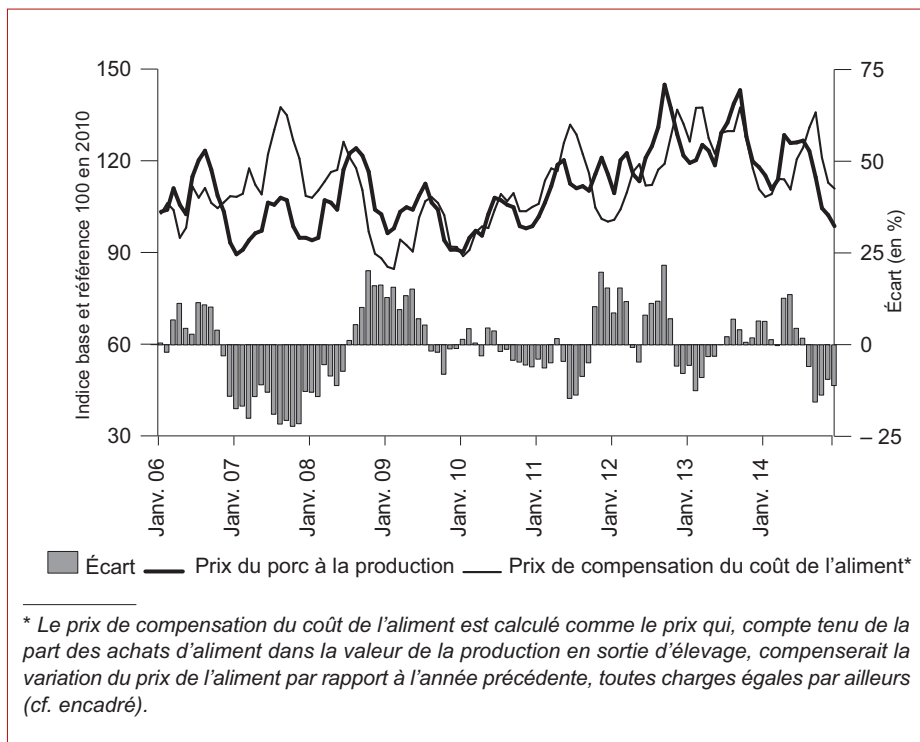
En 2014, le rapport du prix du lait de vache sur celui de l'aliment a été meilleur qu'en 2013 mais s'est dégradé tout au long de l'année

Depuis l'été 2012, le prix du lait de vache et le prix de l'aliment sont relativement « déphasés ». De l'été 2012 jusqu'au printemps 2013, le prix de l'aliment pour les vaches laitières a augmenté sensiblement déclenchant un

ciseau de prix défavorable pour les producteurs laitiers, le prix du lait étant en baisse sur cette période. La situation des éleveurs s'est ensuite nettement améliorée au cours du 2nd

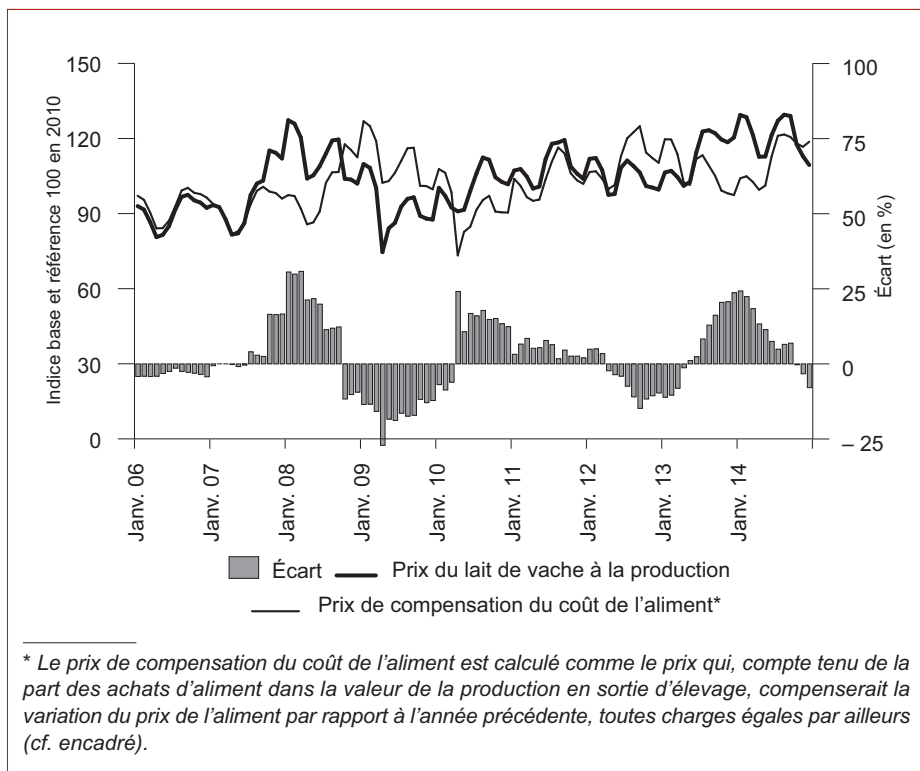
semestre 2013 à la suite du retournement conjoint du prix à la production du lait et du prix de l'aliment. En glissement annuel, le coût de l'aliment s'est nettement tassé au cours de l'été

À partir d'août 2014, le prix du porc décroche en dessous du prix de compensation du coût de l'aliment



Sources : Insee, Agreste

Au dernier trimestre 2014, le prix du lait de vache est repassé en dessous du prix de compensation du coût de l'aliment



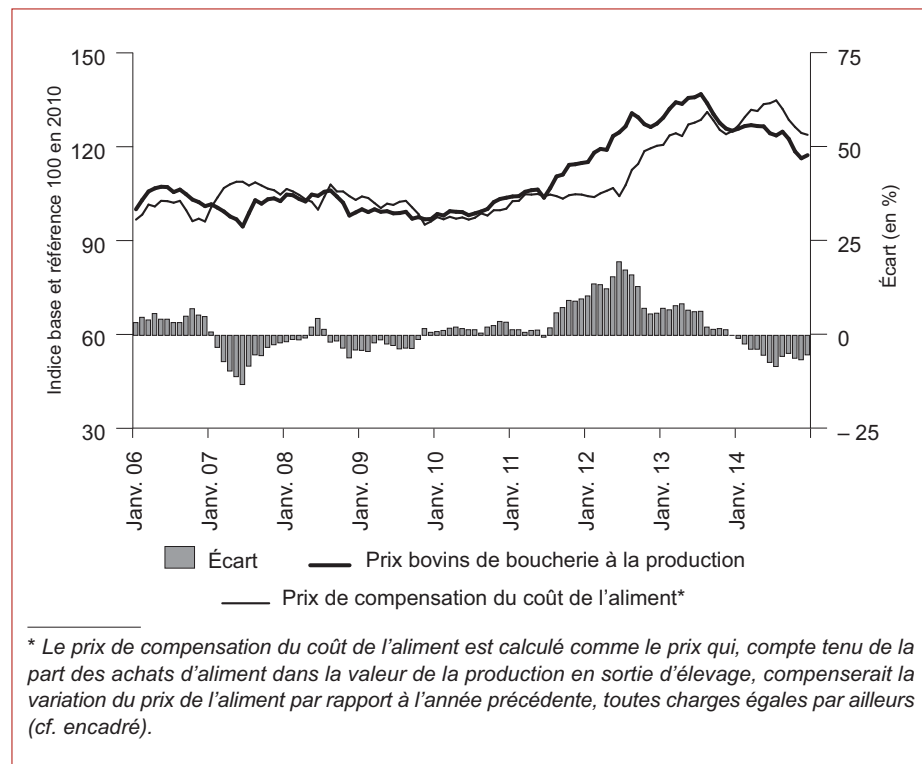
Sources : Insee, Agreste

2013 avant de diminuer à compter de septembre tandis que le prix du lait s'est orienté à la hausse à partir d'avril 2013. En janvier 2014, le prix du lait s'est situé 25 % au dessus du niveau

théorique qu'il aurait atteint si le prix du lait avait simplement compensé la variation du coût de l'aliment sur un an. Par la suite, cet écart s'est réduit jusqu'à s'inverser sur le dernier trimes-

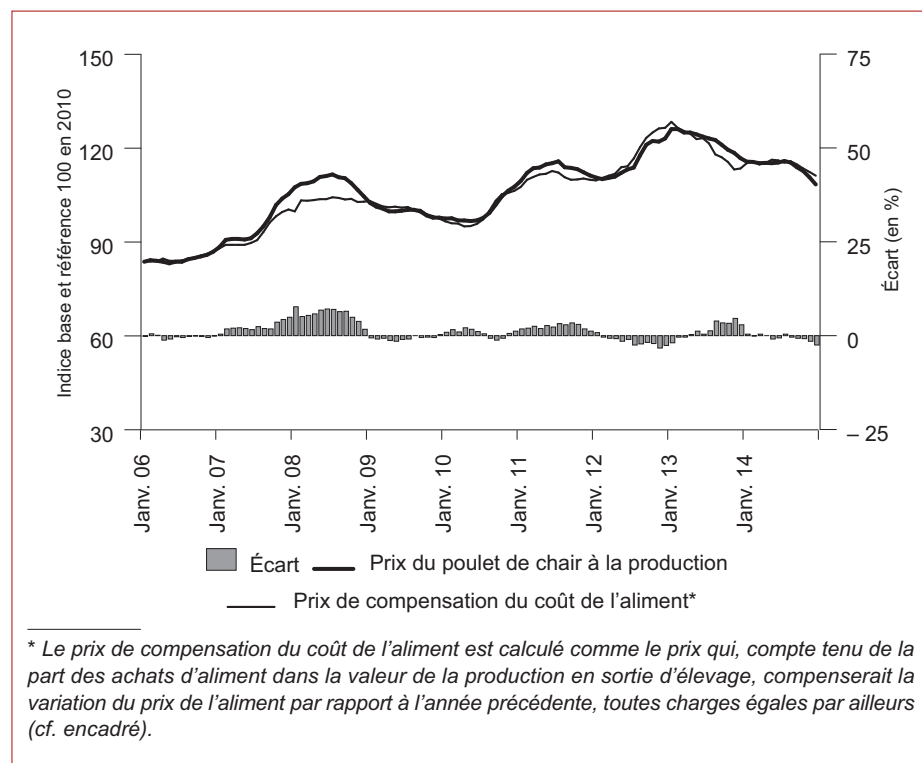
tre 2014. En décembre 2014, le prix du lait a diminué de 9 % par rapport à décembre 2013 quand, dans le même temps, le prix de compensation du coût de l'aliment n'a reculé que de 1,4 %.

Depuis juillet 2013, le prix à la production du bovin de boucherie est orienté à la baisse



Sources : Insee, Agreste

Le prix à la production du poulet compense dans sa quasi-totalité les évolutions du coût de l'aliment



Sources : Insee, Agreste

Ces dernières années, plus que le coût de l'aliment, le prix à la production du lait standard répercute, avec plus ou moins de délai, la valorisation des produits industriels et des produits de consommation, dans le cadre de contrats prévoyant des indexations.

En 2014, la baisse du coût de l'aliment est insuffisante pour compenser la baisse du prix des bovins de boucherie

De l'été 2011 à l'été 2013, le prix à la production des bovins de boucherie a plus progressé que le prix de compensation du coût de l'aliment. L'écart s'est accentué au fil des mois jusqu'à l'été 2012, avant de se réduire, à la suite de la flambée des cours des céréales et des tourteaux en 2012. Sur le 2nd semestre 2013, le prix des bovins de boucherie a sensiblement décroché et à compter de janvier 2014, le prix à la production des bovins de boucherie a diminué plus que le prix de compensation du coût de l'aliment. En 2014, toutes charges égales par ailleurs, la baisse du coût de l'aliment est insuffisante pour maintenir la marge des éleveurs étant donné l'ampleur du recul des cours à la production. La situation s'est dégradée tout au long du 1^{er} semestre 2014 avant de se stabiliser au 2nd semestre 2014. En réalité, la situation des éleveurs a certainement été moins défavorable que ce que laisse envisager le prix de compensation du coût de l'aliment. 2014 a été une excellente année fourragère ; les conditions climatiques exceptionnelles ont favorisé la pousse de l'herbe en été puis en automne et permis le maintien des animaux en pâturage jusqu'au début de l'hiver. De fait, la consommation d'aliments concentrés achetés a été fortement réduite, allégeant un peu plus la charge d'alimentation des éleveurs.

Dans le secteur des poulets de chair, le prix à la production évolue très similairement au prix de compensation du coût de l'aliment. La contractualisation

et l'intégration représentent jusqu'à 90 % des éleveurs et 95 % des tonnages. L'aliment et les poussins sont fournis directement à l'éleveur, qui assure une prestation d'élevage représentant en moyenne 20 % du prix du produit. Les différents maillons, production d'aliments, production de volaille, abattage sont entièrement ou partiellement agrégés. Les éleveurs opèrent en tant que prestataires de service dans le cadre

de contrats avec des opérateurs qui fournissent poussins et aliments et commercialisent les animaux finis. Les prix relevés dans le cadre de l'Ippap, indice des prix des produits agricoles à la production, sont en grande partie des prix « de reprise » des contrats qui sont cohérents avec le prix de l'aliment dans le cadre d'indexation ou de négociations, d'où le parallélisme des prix de la production et des coûts d'éle-

vage, contractualisés par les intégrateurs. Par conséquent, calculer un prix de compensation du coût de l'aliment entre les stades entrée d'élevage et sortie d'élevage a moins d'intérêt que pour les autres filières. Il serait plus opportun de mesurer la variation nécessaire des prix de vente des poulets de chair sortie usine pour compenser la variation des coûts de matières premières utilisés pour les nourrir.

Sources, définitions et méthodes

Sources

- Ipaap = indice des prix matières premières en disponible, entrant dans l'alimentation animale : La Dépêche – Le Petit Meunier
- Ipampa = indice des prix d'achat des moyens de production agricole, base 100 en 2010 : Insee, Agreste
- Ippap = indice des prix des produits agricoles à la production, base 100 en 2010 : Insee, Agreste
- Rica = Réseau d'information comptable agricole. Mis en œuvre en France depuis 1968, le Rica est une enquête réalisée dans les États membres de l'Union européenne selon des règles et des principes communs. Le Rica recueille des informations comptables et techniques auprès d'un échantillon d'exploitations, représentatif des unités moyennes ou grandes selon la classification par la production brute standard (PBS) pour la France métropolitaine. L'échantillon est construit selon une méthode proche des quotas qui prend en compte un croisement Région – Orientation technico-économique de l'exploitation (Otex) – Classe de la dimension économique des exploitations (Cdex).

Définitions

- **Le prix de compensation du coût de l'alimentation animale** est égal au prix à la production, qui compte tenu de la part des achats d'aliment dans la valeur de la production animale en sortie d'élevage, compense la variation du prix de l'aliment par rapport à l'année précédente, toutes charges égales par ailleurs (cf. encadré pour plus de détails sur son calcul).

Méthodes

- La part des charges de l'alimentation (aliments grossiers + concentrés) dans la valeur du produit brut utilisée dans cette étude est déterminée à partir des résultats du Rica.

Le champ et les concepts retenus sont les suivants :

- lait : produit brut = lait vaches laitières, champ des exploitations = métropole, orientation bovins lait (otefdd = 4500), production brute standard vaches laitière > 80 % total PBS de l'exploitation.
- porcs : produit brut = porc, champ des exploitations = métropole, orientation porcins (otefdd = 5100), productions sous contrat intégration exclues.
- poulets de chair : produit brut = poulet de chair, champ des exploitations = métropole, orientation volailles (otefdd = 5200), produit brut poulet de chair > 50 % produit brut animal, produit brut produits animaux < 10 % produit brut animal, production sous contrat intégration exclue.
- bovins gras : produit brut = bovin, champ des exploitations = métropole, orientation bovins viande (otefdd = 4600), produit brut bovins « gras » / (produit brut bovins « maigre » + produit brut bovins « gras » + produit brut « veaux de boucherie ») > 90 %, productions sous contrat intégration exclues.

Pour en savoir plus

Toutes les informations conjoncturelles et structurelles sur les moyens de production sont disponibles à parution sur le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

- dans la rubrique « Conjoncture - Le Bulletin » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Moyens de production » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Début 2014, la production d'aliments composés reste orientée à la baisse », Synthèses Conjoncture Moyens de production n° 2014/245, juillet 2014
- « L'alimentation animale, principale destination des productions végétales », Synthèses Conjoncture Moyens de production n° 2013/208, avril 2013
- « Forte hausse des prix de l'alimentation animale entre 2010 et 2012 », Synthèses Conjoncture Moyens de production n° 2012/194, octobre 2012
- « Renchérissement des aliments pour animaux », Synthèses Conjoncture Moyens de production n° 2011/146, avril 2011
- « En 2010, hausse des prix de l'alimentation animale », Synthèses Conjoncture Moyens de production n° 2010/132, octobre 2010

Pour nous contacter : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédacteur : Brice Edan
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2015

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr